

# ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

QUATRIÈME SESSION

---

## Projet de loi n° 3

**Loi sur le registre des électeurs**

---

Première lecture .....

Deuxième lecture .....

Troisième lecture .....

---

PRÉSENTÉ

PAR M. ROBERT BURNS

Ministre d'État à la réforme électorale et parlementaire

---

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 7 9



## NOTES EXPLICATIVES

*Ce projet de loi a principalement pour objet de confier au directeur général des élections la responsabilité d'établir un registre des électeurs en vue de la confection des listes électorales devant servir lors d'une élection ou d'une consultation populaire.*

*Le registre comprendra, pour chaque électeur, les renseignements suivants: son nom de famille, son prénom, son sexe, son adresse, sa date de naissance et le numéro inscrit sur sa carte d'assurance-maladie. Toutefois sur les listes électorales qui seront expédiées aux habitations, ne devront apparaître que les nom, prénom sexe et adresse des électeurs.*

*Le registre des électeurs sera établi à partir d'un recensement des électeurs tenu conformément à la Loi électorale. À cette occasion, les recenseurs vérifieront et, s'il y a lieu, corrigeront une liste provisoire des personnes résidant dans chaque section de vote, dressée par le directeur général des élections à partir des renseignements qui lui auront été fournis par les ministères ou organismes du gouvernement ou par d'autres personnes en vertu d'ententes que le projet de loi l'habilite à conclure.*

*Le projet de loi prévoit que le registre des électeurs sera continuellement mis à jour. À cet effet, il autorise le directeur général des élections à modifier le registre soit à la demande de l'électeur concerné, soit à partir d'informations que pourront lui transmettre les ministères ou organismes du gouvernement ou les personnes avec lesquelles il aura conclu une entente.*

*Le directeur général des élections est également autorisé, lorsqu'il le juge à propos, à faire une vérification totale ou partielle du registre au moyen d'un recensement ou d'une révision tenus conformément à la Loi électorale. En période électorale ou en période référendaire, il y aura obligatoirement, en vue du scrutin, une révision des listes.*

*Le projet permet à tout électeur de s'opposer à ce que son nom soit inscrit sur une liste électorale. Par ailleurs, il prévoit qu'une femme mariée ou une veuve pourra choisir d'être inscrite sur une liste électorale de l'une des trois façons suivantes: son prénom et son nom, son prénom et son nom joint au nom de son mari ou encore son prénom joint au nom de son mari.*

*Ce projet de loi retranscrit de la Loi électorale les dispositions relatives au recensement annuel et aux sections de vote rurales. De plus, il apporte à cette loi ainsi qu'à d'autres dispositions législatives des modifications qui visent principalement à en assurer la concordance avec les dispositions nouvelles proposées.*

# Projet de loi n° 3

## Loi sur le registre des électeurs

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

### CHAPITRE I

#### INTERPRÉTATION

Interprétation:

**1.** Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:

«bref d'élection»,  
etc.;

a) «bref d'élection», «directeur général des élections», «district électoral», «électeur», «élection», «liste électorale», «période électorale», «président d'élection», «recensement», «révision», «section de vote»: ce qu'entend par ces mots et expressions la Loi électorale (Statuts refondus, 1964, chapitre 7);

«bref référendaire»,  
etc.;

b) «bref référendaire», «consultation populaire», «période référendaire»: ce qu'entend par ces expressions la Loi sur la consultation populaire (1978, chapitre 6);

«parti autorisé».

c) «parti autorisé»: ce qu'entend par cette expression la Loi régissant le financement des partis politiques (1977, chapitre 11).

### CHAPITRE II

#### LE REGISTRE DES ÉLECTEURS

##### SECTION I

##### CONSTITUTION DU REGISTRE

Etablissement du registre.

**2.** Le directeur général des élections est chargé d'établir un registre des électeurs en vue de la confection des listes électo-

rales devant servir lors d'une élection ou d'une consultation populaire.

Communi-  
cation de  
renseigne-  
ments.

**3.** Le directeur général des élections peut, aux fins d'obtenir les renseignements pertinents à la confection du registre à l'égard d'une personne physique, conclure une entente avec toute personne; il peut également requérir de tels renseignements d'un ministère ou d'un organisme du gouvernement, et ces derniers doivent les lui fournir.

Exception.

Le directeur général des élections ne peut cependant requérir de tels renseignements auprès du ministère du revenu, de la Sûreté du Québec ou du ministère de la justice sauf, dans ce dernier cas, les renseignements qui permettent d'assurer le droit de vote des détenus.

Contenu  
du regis-  
tre.

**4.** Le registre comprend, pour chaque électeur, les renseignements suivants: son nom, son prénom, son adresse, son sexe, sa date de naissance et le numéro inscrit sur la carte qui lui a été délivrée en vertu de l'article 8 de la Loi de l'assurance-maladie (1970, chapitre 37).

Veuve,  
femme ma-  
riée.

Dans le cas d'une veuve ou d'une femme mariée, le registre peut également comprendre le nom du mari.

Mode de  
constitu-  
tion.

**5.** Le registre est constitué de façon à permettre que la liste électorale de chaque district électoral soit dressée suivant la délimitation des sections de vote et selon l'ordre des numéros de maison là où ils existent et, ailleurs, selon la méthode déterminée par le directeur général des élections.

Serment,  
etc.

**6.** Le directeur général des élections et son personnel sont tenus de prêter le serment ou de faire l'affirmation solennelle de ne pas révéler, autrement que dans la mesure prévue par la loi, les renseignements qui peuvent leur être communiqués relativement au registre.

Recense-  
ment.

**7.** Pour constituer le registre, le directeur général des élections procède à un recensement des électeurs conformément à la Loi électorale dans la mesure où elle n'est pas incompatible avec la présente section.

Période de  
recense-  
ment.

**8.** Le directeur général des élections fixe la période au cours de laquelle ce recensement a lieu. Il en avise immédiatement les partis autorisés et les députés indépendants.

Fin du  
recense-  
ment.

Le directeur général des élections doit prendre les mesures nécessaires pour que la période de recensement se termine au plus tard le 30 septembre 1979.

Bref référendaire, etc.

L'émission d'un bref référendaire met fin à ce recensement; il en va de même de l'émission de brefs d'élection dans le cas d'élections générales.

Liste provisoire.

**9.** Le directeur général des élections doit, en vue de la constitution du registre, dresser pour chaque section de vote une liste provisoire d'électeurs à partir des renseignements qui lui ont été fournis en vertu de l'article 3.

Liste transmise au président d'élection.

**10.** Aux fins du recensement, le directeur général des élections fournit à chaque président d'élection la liste provisoire des électeurs résidant dans les sections de vote de son district électoral.

Copie aux recenseurs.

Le président d'élection remet aux recenseurs copie de la liste provisoire des électeurs résidant dans les sections de vote qui leur sont respectivement assignées.

Recensement.

**11.** A partir de la liste provisoire, les recenseurs procèdent au recensement.

Confection des listes.

**12.** Il est ensuite procédé à la confection des listes électorales conformément à la Loi électorale.

Listes transmises au directeur général.

**13.** Les listes électorales ainsi confectionnées sont transmises au directeur général des élections et constituent, avec les renseignements qui lui sont fournis en vertu de l'article 3, le registre des électeurs.

Garde du registre.

**14.** Le directeur général des élections a la garde du registre des électeurs, lequel ne peut être utilisé qu'aux fins d'une élection ou d'une consultation populaire.

Election municipale.

Il peut être utilisé aux fins d'une élection municipale dans la mesure prévue par ailleurs par la loi.

## SECTION II

### MODIFICATIONS DU REGISTRE

#### § 1.—*Mise à jour*

Mise à jour.

**15.** Le directeur général des élections voit à ce que le registre soit mis à jour.

Modification du registre.

A cette fin, il peut, en tout temps, modifier le registre en ajoutant, radiant ou corrigeant une inscription, soit à la demande de l'électeur concerné, soit à partir des renseignements qui lui sont fournis en vertu de l'article 3.

Vérification de renseignements.

Il peut, lorsqu'il le juge nécessaire, vérifier l'exactitude d'un renseignement avant de le porter au registre.

Listes portées au registre.

**16.** A l'issue d'une période électorale ou d'une période référendaire, le directeur général des élections porte au registre des électeurs les listes électorales ayant servi au scrutin.

Inscription de citoyenneté.

**17.** L'inscription de la citoyenneté d'un électeur peut être faite au registre à la demande de ce dernier sur présentation de son certificat de citoyenneté ou de son acte de naissance.

Présomption.

Cette inscription établit, aux fins d'une liste électorale, que la personne concernée est de citoyenneté canadienne.

Modifications au registre transmises au premier ministre, etc.

**18.** Le directeur général des élections fait parvenir, à tous les trois mois, aux personnes mentionnées au premier alinéa du paragraphe 3 de l'article 74 de la Loi électorale et, à intervalles réguliers, aux personnes, ministères et organismes de qui il reçoit des renseignements en vertu de l'article 3, les modifications découlant de la mise à jour du registre et qui impliquent des changements aux listes électorales.

## § 2.—Vérification

Vérification totale ou partielle.

**19.** Le directeur général des élections peut, lorsqu'il le juge à propos, procéder à une vérification totale ou partielle du registre au moyen d'un recensement ou d'une révision. Il en donne un avis d'au moins soixante jours aux électeurs, aux partis autorisés et aux députés indépendants.

Effet de bref référendaire.

**20.** L'émission d'un bref référendaire met fin à une vérification. De même, l'émission d'un bref d'élection met fin, dans le district électoral concerné, à une vérification qui y est en cours.

## SECTION III

### LISTES ÉLECTORALES

Confection des listes.

**21.** Entre le 15 septembre et le 15 octobre de chaque année, le directeur général des élections dresse, à partir du registre des électeurs, une liste électorale pour chaque section de vote.

Veuve, femme mariée.

**22.** Lors d'un recensement ou d'une révision, une veuve ou une femme mariée peut, à son choix, demander d'être inscrite sur la liste électorale de l'une des manières suivantes:

- a) son prénom et son nom;
- b) son prénom et son nom joint au nom de son mari;
- c) son prénom joint au nom de son mari.



Opposition.

**23.** Lors d'un recensement ou d'une révision, un électeur peut s'opposer à ce que son nom apparaisse sur une liste électorale.

Copie au  
premier  
ministre,  
etc.

**24.** Dès que les listes visées dans l'article 21 ont été dressées, le directeur général des élections en fait parvenir une copie aux personnes mentionnées au paragraphe 3 de l'article 74 de la Loi électorale.

## CHAPITRE III

### DISPOSITIONS MODIFIANT LA LOI ÉLECTORALE

S.R., c. 7,  
a. 2, mod.

**25.** L'article 2 de la Loi électorale (Status refondus, 1964, chapitre 7), modifié par l'article 1 du chapitre 12 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session), par l'article 3 du chapitre 6 des lois de 1972, par l'article 1 du chapitre 8 et l'article 1 du chapitre 9 des lois de 1975, par l'article 124 du chapitre 11 des lois de 1977 et par l'article 13 du chapitre 5 des lois de 1978, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement de sous-paragraphe *b* du paragraphe 2° par le suivant:

«*b*) Lorsqu'une personne quitte son domicile pour aller travailler dans une autre localité où elle réside et qui est comprise dans un district électoral, elle y établit son domicile; cependant, si elle est employée à l'exécution de travaux faits pour le compte de Sa Majesté du chef de la province ou du Canada, elle n'est censée avoir établi son domicile dans cette autre localité que si elle y a résidé continuellement pendant les quatre-vingt-dix jours qui ont précédé le jour de l'émission du bref d'élection ou, en dehors d'une période électorale, le premier jour du recensement ou de la révision;»;

b) par la suppression du sous-paragraphe *h* du paragraphe 2°;

c) par le remplacement du paragraphe 4° par le suivant:

«liste»,  
etc.;

«4° «liste», «liste électorale» et «liste des électeurs» signifient une liste électorale dressée conformément à la présente loi et à la Loi sur le registre des électeurs (1979, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 3*);»;

d) par le remplacement du paragraphe 5° par le suivant:

«nom et  
prénom»;

«5° «nom et prénom», pour une femme mariée ou une veuve, s'entend, outre de son nom et de son prénom, de son prénom et de son nom joint au nom de son mari ou de son prénom joint au nom de son mari;»;

e) par la suppression des paragraphes 8° et 9°;

f) par le remplacement du paragraphe 24° par le suivant:

«recensement»; «24° «recensement» désigne tout recensement fait en vue de la constitution ou d'une vérification du registre des électeurs;»;

g) par le remplacement du paragraphe 26° par le suivant:

«révision»; «26° «révision» désigne une révision faite en vertu de la section VIII en vue d'une vérification du registre prévue à l'article 19 de la Loi sur le registre des électeurs ou par suite de l'émission d'un bref;»;

h) par l'addition, à la fin, du paragraphe suivant:

«registre des électeurs». «28° «registre des électeurs» ou «registre» désigne le registre des électeurs constitué en vertu de la Loi sur le registre des électeurs.»

S.R., c. 7, aa. 3a, 4, ab. **26.** Les articles 3a et 4 de ladite loi sont abrogés.

S.R., c. 7, a. 7, mod. **27.** L'article 7 de ladite loi, modifié par l'article 2 du chapitre 12 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session) et par l'article 1 du chapitre 5 des lois de 1966, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant:

Réception des serments. «**7. 1.** À moins d'une disposition spéciale contraire, le directeur général des élections, ses adjoints, tout officier d'élection, juge, commissaire à l'assermentation, tout notaire, tout maire et tout secrétaire-trésorier sont autorisés à recevoir les serments prévus par la présente loi; ils doivent le faire gratuitement.»

S.R., c. 7, a. 11, mod. **28.** L'article 11 de ladite loi, remplacé par l'article 2 du chapitre 5 des lois de 1966, modifié par l'article 5 du chapitre 6 des lois de 1972 et remplacé par l'article 4 du chapitre 8 des lois de 1975, est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Surnuméraires. «Toutefois, le directeur général des élections peut requérir, à titre temporaire, les services de toute personne qu'il juge nécessaire à l'accomplissement de ses devoirs concernant la tenue d'une élection, d'un recensement ou d'une révision.»

S.R., c. 7, aa. 13a, 13b, ab. **29.** Les articles 13a et 13b de ladite loi, édictés par l'article 1 du chapitre 12 des lois de 1978, sont abrogés.

S.R., c. 7, a. 14, mod. **30.** L'article 14 de ladite loi, modifié par l'article 6 du chapitre 6 des lois de 1972, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant:

Nomination des officiers d'élection. «**14. 1.** Durant une période électorale, une période de recensement ou une période de révision, le directeur général des

élections est investi de tous les pouvoirs conférés par la présente loi au lieutenant-gouverneur en conseil, relativement à la nomination des officiers d'élection ou des suppléants.»

S.R., c. 7,  
a. 15, mod.

**31.** L'article 15 de ladite loi, modifié par l'article 7 du chapitre 6 des lois de 1972, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant:

Suspension  
des offi-  
ciers  
d'élection.

«**15.** 1. Durant une période électorale, une période de recensement ou une période de révision, le directeur général des élections peut suspendre de ses fonctions tout officier d'élection dont la nomination relève du lieutenant-gouverneur en conseil.»;

b) par le remplacement du paragraphe 6 par le suivant:

Destitution  
des offi-  
ciers  
d'élection.

«6. Durant une période électorale, une période de recensement ou une période de révision, le directeur général des élections peut, pour cause, destituer tout officier d'élection dont la nomination ne relève pas du lieutenant-gouverneur en conseil.»

S.R., c. 7,  
a. 24, mod.

**32.** L'article 24 de ladite loi, modifié par l'article 3 du chapitre 9 des lois de 1975, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant:

Destitu-  
tion.

«**24.** 1. Tout officier d'élection qui refuse ou néglige d'accomplir un des devoirs ou une des formalités que lui prescrit la présente loi ou qui agit comme agent d'un candidat, peut être destitué par le lieutenant-gouverneur en conseil si cet officier est un président d'élection, par le directeur général des élections s'il est un réviseur ou par le président d'élection s'il est un secrétaire d'élection, un recenseur, un scrutateur ou un greffier.»

S.R., c. 7,  
a. 25, mod.

**33.** L'article 25 de ladite loi, modifié par l'article 8 du chapitre 6 des lois de 1972, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant:

Division de  
district.

«**25.** 1. Tout président d'élection doit, au cours des deux premiers mois de chaque année, diviser son district électoral en sections de vote selon la méthode déterminée par le directeur général des élections, de manière que chacune d'elles ne contienne pas plus de trois cents électeurs et que sa superficie ne dépasse pas huit milles de longueur par huit milles de largeur; il doit aussitôt en dresser une liste.»

S.R., c. 7,  
a. 34, mod.

**34.** L'article 34 de ladite loi, modifié par l'article 11 du chapitre 6 des lois de 1972, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 3 par le suivant:

Copie au  
directeur  
général.

«3. Dans le même délai, il doit transmettre une copie certifiée de cette description au directeur général des élections et aux

personnes qui font la recommandation des recenseurs en vertu de l'article 49.»

S.R., c. 7,  
a. 40, mod.

**35.** L'article 40 de ladite loi, modifié par l'article 12 du chapitre 6 des lois de 1972, remplacé par l'article 7 du chapitre 8 des lois de 1975 et modifié par l'article 125 du chapitre 11 des lois de 1977, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement de la partie qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit:

Documents  
fournis au  
président  
d'élection.

«**40.** Avant que ne débute une période de recensement ou une période de révision, ou dès qu'un bref d'élection est émis, le directeur général des élections doit envoyer au président d'élection une quantité suffisante:»;

b) par le remplacement du paragraphe *b* par le suivant:

«*b*) d'extraits de ladite loi et desdites instructions, d'extraits de la Loi régissant le financement des partis politiques, de même que d'extraits de la Loi sur le registre des électeurs, à l'usage des divers officiers d'élection, contenant les dispositions qu'ils ont spécialement besoin de consulter dans l'exercice de leurs fonctions;».

S.R., c. 7,  
a. 43, mod.

**36.** L'article 43 de ladite loi, modifié par l'article 13 du chapitre 6 des lois de 1972 et par l'article 8 du chapitre 8 des lois de 1975, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant:

Secrétaire  
d'élection.

«**43. 1.** Le lundi de la troisième semaine précédant celle d'un recensement ou d'une révision, ou immédiatement après l'émission d'un bref, le président d'élection doit, par commission sous sa signature et suivant la formule 3, nommer un secrétaire d'élection.»

S.R., c. 7,  
a. 45,  
remp.

**37.** L'article 45 de ladite loi, modifié par l'article 15 du chapitre 6 des lois de 1972 et remplacé par l'article 9 du chapitre 8 des lois de 1975, est de nouveau remplacé par le suivant:

Heures de  
bureau.

«**45.** Sous réserve de l'article 80, durant une période électorale, une période de recensement ou une période de révision, le bureau du président d'élection doit rester ouvert de neuf heures du matin à neuf heures du soir. Le jour du scrutin, le président d'élection ou le secrétaire d'élection doit se tenir à ce bureau de huit heures du matin à dix heures du soir.»

S.R., c. 7,  
a. 47, mod.

**38.** L'article 47 de ladite loi, modifié par l'article 17 du chapitre 6 des lois de 1972, remplacé par l'article 10 du chapitre 8

des lois de 1975 et modifié par l'article 5 du chapitre 9 des lois de 1975, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement de la partie qui précède le paragraphe 1° du premier alinéa par ce qui suit:

Qualités  
requises  
pour être  
électeur.

«**47.** Possède la qualité d'électeur et peut être inscrite sur une liste électorale toute personne physique qui remplit les conditions suivantes:»;

b) par le remplacement du paragraphe 1° du premier alinéa par le suivant:

«1° Être domiciliée dans la province depuis au moins un an le dernier jour du recensement ou de la révision si elle est faite en dehors d'une période électorale, ou depuis au moins un an le jour de l'émission du bref d'élection; toutefois, après avoir établi son domicile en dehors de la province pour remplir une fonction pour le compte de Sa Majesté du chef de la province ou du Canada, elle peut être inscrite sur la liste si, au moment où elle demande l'inscription de son nom, elle est de nouveau domiciliée dans la province;»;

c) par le remplacement du paragraphe 2° du premier alinéa par le suivant:

«2° Être domiciliée dans une section de vote le jour de l'émission du bref d'élection ou, dans le cas d'un recensement ou d'une révision effectués en vertu de l'article 19 de la Loi sur le registre des électeurs, être domiciliée dans une section de vote le premier jour fixé pour le recensement ou la révision;»;

d) par le remplacement du paragraphe 3° du premier alinéa par le suivant:

«3° Avoir dix-huit ans accomplis au plus tard le dernier jour du recensement ou de la révision ou le jour du scrutin;».

S.R., c. 7,  
a. 48, mod.

**39.** L'article 48 de ladite loi, modifié par l'article 4 du chapitre 12 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session), par l'article 4 du chapitre 5 des lois de 1966, par l'article 38 du chapitre 11 des lois de 1968, par l'article 1 du chapitre 13 des lois de 1969 et par l'article 18 du chapitre 6 des lois de 1972, remplacé par l'article 11 du chapitre 8 des lois de 1975, modifié par l'article 6 du chapitre 9 des lois de 1975, par l'article 126 du chapitre 11 des lois de 1977, par l'article 49 du chapitre 6 et par l'article 86 du chapitre 7 des lois de 1978, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe a par le suivant:

«a) le directeur général des élections, son suppléant, ses adjoints, le directeur général du financement des partis politiques, ses adjoints, le président d'élection, sauf lorsqu'il y a égalité de voix et qu'il doit donner un vote prépondérant, le secrétaire d'élection et tout assistant-secrétaire d'élection;».

S.R., c. 7,  
a. 48a, aj.

**40.** Ladite loi est modifiée par l'insertion, immédiatement après l'intitulé de la section VIII, de l'article suivant:

Contenu de  
la liste.

«**48a.** Une liste électorale contient le nom, le prénom, le sexe, l'adresse et la date de naissance des électeurs.

Preuve de  
citoyenneté.

Dans le cas d'une personne visée dans l'article 17 de la Loi sur le registre des électeurs ou d'une personne qui a prouvé sa citoyenneté à la satisfaction d'une commission de révision, la liste indique en outre que la preuve de sa citoyenneté a été établie.»

S.R., c. 7,  
a. 49, mod.

**41.** L'article 49 de ladite loi, modifié par l'article 5 du chapitre 12 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session), par l'article 19 du chapitre 6 des lois de 1972, remplacé par l'article 12 du chapitre 8 des lois de 1975 et modifié par l'article 7 du chapitre 9 des lois de 1975, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement du premier alinéa du paragraphe 1 par le suivant:

Nomina-  
tion des  
recen-  
seurs.

«**49.** 1. Le jeudi de la troisième semaine précédant le début d'un recensement, le président d'élection doit nommer, suivant la formule 5, pour dresser la liste électorale de chaque section de vote, deux recenseurs, l'un sur la recommandation écrite du premier ministre ou de la personne qu'il désigne à cette fin dans chaque district électoral, et l'autre sur la recommandation écrite du chef de l'opposition officielle ou de la personne qu'il désigne à cette fin dans chaque district électoral.»;

b) par le remplacement du quatrième alinéa du paragraphe 1 par le suivant:

Avis.

«Le directeur général donne, aux personnes chargées de recommander le nom des recenseurs, un avis précédant d'au moins trente jours la date à laquelle les recommandations doivent être remises au président d'élection.»;

c) par la suppression des paragraphes 2 et 4.

S.R., c. 7,  
a. 50,  
remp.

**42.** L'article 50 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Domicile.

«**50.** Tout recenseur doit être domicilié dans le district électoral pour lequel il est nommé ou dans un district électoral contigu.»

S.R., c. 7,  
a. 51,  
remp.  
Avis de  
nomina-  
tion.

**43.** L'article 51 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**51.** Tout président d'élection doit, en nommant un recenseur, l'informer par écrit de sa nomination et du nom et de l'adresse de l'autre recenseur avec lequel il doit procéder au recensement.»

S.R., c. 7,  
a. 52,  
remp.  
Serment.

**44.** L'article 52 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**52.** Tout recenseur, avant d'entrer en fonction, doit prêter serment suivant la formule 6 et faire parvenir au président d'élection un duplicata de ce serment.»

S.R., c. 7,  
a. 52a, aj.

**45.** Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 52, du suivant:

Liste provisoire transmise au président d'élection.

«**52a.** Le directeur général des élections fournit à chaque président d'élection une liste provisoire des personnes ayant la qualité d'électeur et qui résident dans les sections de vote de son district électoral, dressée à partir du registre des électeurs ou, en cas d'impossibilité, à partir des dernières listes électorales dressées en vertu des articles 7 à 12 de la Loi sur le registre des électeurs ou en vertu de l'article 21 de ladite loi.»

S.R., c. 7,  
a. 53, mod.

**46.** L'article 53 de ladite loi est modifié par le remplacement du paragraphe *b* par le suivant:

«*b*) une liste provisoire des électeurs résidant dans la section de vote qui lui est assignée.»

S.R., c. 7,  
int. remp.

**47.** L'intitulé précédant l'article 57 de ladite loi est remplacé par le suivant:

« § 2.—*Du recensement* ».

S.R., c. 7,  
a. 57,  
remp.

**48.** L'article 57 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Action conjointe des recenseurs.

«**57.** Les recenseurs de chaque section de vote doivent exécuter leur travail ensemble; ils ne peuvent jamais agir séparément. En cas de désaccord entre eux, la question doit être soumise au président d'élection, qui la décide immédiatement, et les recenseurs sont liés par cette décision.»

S.R., c. 7,  
a. 58,  
remp.

**49.** L'article 58 de ladite loi, remplacé par l'article 21 du chapitre 6 des lois de 1972 et par l'article 13 du chapitre 8 des lois de 1975 et modifié par l'article 8 du chapitre 9 des lois de 1975, est remplacé par le suivant:

Période de recensement.

«**58.** Le directeur général des élections fixe la période durant laquelle le recensement a lieu.»

S.R., c. 7,  
a. 59,  
remp.

**50.** L'article 59 de ladite loi, modifié par l'article 22 du chapitre 6 des lois de 1972, est remplacé par le suivant:

Renseignements.

«**59.** Lors du recensement, les recenseurs, dûment assermentés, doivent, par une visite commune de maison en maison

dans la section de vote qui leur est assignée, informer les citoyens des conditions nécessaires pour être électeur et recueillir les renseignements prévus par l'article 4 de la Loi sur le registre des électeurs concernant les personnes qui ont la qualité d'électeur selon l'article 47 de la présente loi, qui désirent être inscrites sur la liste, en omettant les personnes mentionnées à l'article 48. Les recenseurs procèdent alors à la vérification de la liste et, s'il y a lieu, à sa correction.

Restriction.

Seuls les renseignements concernant les personnes domiciliées dans l'habitation visitée peuvent être inscrits sur la liste et l'inscription doit être faite dans l'habitation même. Seuls les noms des personnes au sujet desquelles les renseignements prévus audit article 4 sont disponibles peuvent être inscrits sur la liste. Toutefois, à défaut de pouvoir fournir la date de naissance et le numéro inscrit sur la carte délivrée en vertu de l'article 8 de la Loi de l'assurance-maladie (1970, chapitre 37), un seul de ces deux renseignements suffit.»

S.R., c. 7,  
a. 62,  
remp.  
Cas dou-  
teux.

**51.** L'article 62 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**62.** Si après avoir inscrit le nom d'une personne sur la liste un des deux recenseurs doute sérieusement qu'elle ait droit d'y être inscrite, il peut faire, suivant la formule 7, un rapport des motifs de son doute et le faire parvenir au président d'élection sous enveloppe cachetée et scellée.

Rapports.

Dès qu'une révision a lieu, le président d'élection transmet aux réviseurs les rapports qu'il a reçus en vertu du présent article.»

S.R., c. 7,  
a. 64, mod.

**52.** L'article 64 de ladite loi est modifié par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant:

Electeurs  
dans hôtel,  
etc.

«**64.** 1. Les recenseurs ne peuvent inscrire le nom d'un électeur domicilié dans un hôtel ou une maison de logement à moins que l'inscription ne soit demandée au domicile de l'électeur par l'électeur lui-même ou, s'il est dans l'impossibilité de faire cette demande pour cause d'absence ou de maladie, par un électeur membre de sa famille demeurant avec lui; toutefois, en l'absence de l'électeur et à défaut d'un membre de sa famille demeurant avec lui, la demande d'inscription peut être valablement faite, par écrit et sous le serment prévu à la formule 9, par le propriétaire, l'administrateur ou le gérant de l'hôtel ou de la maison de logement.»

S.R., c. 7,  
a. 64a, aj.

**53.** Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 64, du suivant:



Mode de  
recense-  
ment par-  
ticulier.

«**64a.** Dans les districts électoraux d'Abitibi-Est, d'Abitibi-Ouest, de Duplessis et de Saguenay, le directeur général peut prescrire un mode de recensement particulier.»

S.R., c. 7,  
aa. 65-68,  
ab.

**54.** L'intitulé précédant l'article 65 ainsi que les articles 65 à 68 de ladite loi sont abrogés.

S.R., c. 7,  
int. remp.

**55.** L'intitulé précédant l'article 69 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«§ 3.—*De la confection des listes électorales*».

S.R., c. 7,  
a. 69,  
ramp.

**56.** L'article 69 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Liste dis-  
tincte.

«**69.** Une liste électorale distincte est préparée pour chaque section de vote.»

S.R., c. 7,  
a. 70, ab.

**57.** L'article 70 de ladite loi est abrogé.

S.R., c. 7,  
a. 73,  
ramp.

**58.** L'article 73 de ladite loi, modifié par l'article 15 du chapitre 8 des lois de 1975, est remplacé par le suivant:

Manière de  
dresser les  
listes.

«**73.** La liste électorale d'une section de vote doit être dressée, suivant la formule 11, selon l'ordre des numéros de maison là où ils existent et, dans les autres cas, selon la méthode déterminée par le directeur général des élections.»

S.R., c. 7,  
a. 74, mod.

**59.** L'article 74 de ladite loi, modifié par l'article 24 du chapitre 6 des lois de 1972, remplacé par l'article 16 du chapitre 8 des lois de 1975 et modifié par l'article 9 du chapitre 9 des lois de 1975, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant:

Liste pro-  
visoire  
transmise  
au prési-  
dent d'élec-  
tion.

«**74.** 1. À la fin de la période fixée par le directeur général, les recenseurs doivent remettre au président d'élection la liste provisoire, avec les changements qu'ils y ont apportés. Le président d'élection transmet au directeur général l'ensemble des listes de son district électoral avec les changements qui y ont été apportés; le directeur général les porte au registre.»;

b) par la suppression du paragraphe 2;

c) par le remplacement des paragraphes 3 et 4 par les suivants:

Copie au  
premier  
ministre,  
etc.

«3. Après un recensement, le directeur général transmet, sans délai et en même temps, une copie certifiée conforme des listes modifiées en raison de ce recensement au premier ministre ou à la personne que celui-ci lui a désignée par écrit, au chef de

l'opposition officielle ou à la personne que celui-ci lui a désignée par écrit et à tout député, autre que le chef de l'opposition officielle, qui dirige, à l'Assemblée nationale, un parti de l'opposition visé dans l'article 98a de la Loi de la Législature, ou à la personne que celui-ci lui a désignée par écrit. Tout député indépendant siégeant à l'Assemblée nationale a également droit de recevoir une copie certifiée conforme de la liste électorale du district électoral qu'il représente.

Copie aux  
municipa-  
lités, etc.

Le directeur général des élections doit également faire parvenir gratuitement à toute municipalité et à toute commission scolaire une telle copie de la liste de chaque section de vote comprise dans le territoire de l'une et de l'autre.

Destitution  
de recen-  
seur.

«4. Le recenseur qui refuse ou néglige de se conformer aux prescriptions du présent article doit être destitué et remplacé immédiatement par le président d'élection. Avant sa transmission au président d'élection, la liste est certifiée par un serment conjoint rédigé suivant la formule 12; dès lors, la liste des électeurs, ainsi certifiée, a la même valeur légale que si le travail avait été entièrement fait par le nouveau recenseur conjointement avec l'autre recenseur.»

S.R., c. 7,  
int. aj.

**60.** Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 74, de l'intitulé suivant:

« § 4.—*De la révision des listes électorales* ».

S.R., c. 7,  
a. 75, mod.

**61.** L'article 75 de ladite loi, remplacé par l'article 25 du chapitre 6 des lois de 1972 et par l'article 17 du chapitre 8 des lois de 1975, est modifié par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant:

Confection  
des listes  
provi-  
soires.

«**75.** 1. Lors d'une révision ou dès l'émission d'un bref, le directeur général des élections dresse, par section de vote, des listes provisoires à partir du registre des électeurs ou, en cas d'impossibilité, à partir des dernières listes électorales dressées en vertu des articles 7 à 12 de la Loi sur le registre des électeurs ou en vertu de l'article 21 de ladite loi.

Transmis-  
sion aux  
présidents  
d'élection.

Le directeur général transmet à chaque président d'élection les listes des sections de vote de son district électoral. Le président d'élection fait imprimer ces listes par un imprimeur désigné par le directeur général.

Expédition  
aux élec-  
teur.

Dès que ces listes sont imprimées, le président d'élection doit expédier, de la manière indiquée par le directeur général, à chaque habitation située dans son district électoral et, le cas échéant, à chaque électeur dont le nom diffère du nom des autres rési-

dants de l'habitation, un exemplaire de la liste de la section de vote où est situé l'habitation.

Contenu. Cet exemplaire n'indique que les nom, prénom, sexe et adresse de l'électeur.»

S.R., c. 7,  
a. 75a, ab.

**62.** L'article 75a de ladite loi est abrogé.

S.R., c. 7,  
a. 75b,  
mod.

**63.** L'article 75b de ladite loi, édicté par l'article 25 du chapitre 6 des lois de 1972, remplacé par l'article 18 du chapitre 8 des lois de 1975 et par l'article 51 du chapitre 9 des lois de 1976, est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Copie aux  
municipal-  
ités, etc.

«**75b.** Le président d'élection doit, dans les quinze jours de l'impression des listes, faire parvenir gratuitement à toute municipalité et à toute commission scolaire qui en font la demande un exemplaire de la liste ainsi imprimée de chaque section de vote comprise dans le territoire de l'une et de l'autre.»

S.R., c. 7,  
a. 75c,  
remp.

**64.** L'article 75c de ladite loi, édicté par l'article 18 du chapitre 8 des lois de 1975, est remplacé par le suivant:

Récépissé.

«**75c.** Une personne ou un organisme visé dans le paragraphe 3 de l'article 74 ou dans l'article 75b qui reçoit du président d'élection un exemplaire ou une copie de la liste électorale doit lui remettre ou lui faire parvenir un récépissé dûment daté et signé.»

S.R., c. 7,  
a. 76, ab.

**65.** L'article 76 de ladite loi est abrogé.

S.R., c. 7,  
a. 77, mod.

**66.** L'article 77 de ladite loi, modifié par l'article 27 du chapitre 6 des lois de 1972 et remplacé par l'article 20 du chapitre 8 des lois de 1975, est modifié par la suppression du paragraphe 2.

S.R., c. 7,  
a. 78,  
remp.

**67.** L'article 78 de ladite loi, remplacé par l'article 28 du chapitre 6 des lois de 1972 et par l'article 21 du chapitre 8 des lois de 1975, est de nouveau remplacé par le suivant:

Exemplai-  
re pour le  
public.

«**78.** Le président d'élection conserve un exemplaire des listes imprimées et le tient à la disposition du public pour examen à son bureau.»

S.R., c. 7,  
int., a. 79,  
ab.

**68.** L'intitulé précédant l'article 79 ainsi que l'article 79 de ladite loi sont abrogés.

S.R., c. 7,  
int. ab.

**69.** L'intitulé précédant l'article 80 de ladite loi est abrogé.

S.R., c. 7,  
a. 80, mod.

**70.** L'article 80 de ladite loi, modifié par l'article 7 du chapitre 12 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session), par l'article 29 du chapitre

6 des lois de 1972, par l'article 22 du chapitre 8 et par l'article 11 du chapitre 9 des lois de 1975, est de nouveau modifié par le remplacement des paragraphes 1 et 2 par les suivants:

Demandes  
de correc-  
tions, etc.

«**80.** 1. En dehors d'une période électorale, le directeur général des élections fixe la période pendant laquelle les bureaux des présidents d'élection doivent être ouverts pour recevoir les demandes d'inscription, de radiation et de correction de la liste électorale; si la commission de révision siège dans une autre localité que celle où est situé ce bureau, le président d'élection doit, durant la même période, tenir ouvert, dans la localité où siège la commission, un autre bureau où ces demandes peuvent être également déposées. Dans ce dernier bureau, le président d'élection doit mettre à la disposition des électeurs un exemplaire ou une copie certifiée conforme des listes électorales des sections de vote de la localité pour laquelle ce bureau est ouvert.

Heures de  
bureau.

En période électorale, les bureaux visés dans le premier alinéa du paragraphe 1 sont ouverts de huit heures du matin à dix heures du soir du lundi au samedi de la troisième semaine qui précède celle du scrutin.

Bureaux  
addition-  
nels.

«**2.** Dans tout district électoral comprenant au moins trente sections comprises en tout ou en partie dans une même municipalité de plus de vingt mille âmes au dernier recensement général, il doit être ouvert pour recevoir les demandes d'inscription, de radiation et de correction de la liste électorale, en sus de tout bureau ouvert en vertu du paragraphe 1, un bureau additionnel pour chaque trente ou fraction de trente sections additionnelles comprises dans telle municipalité. Si le directeur général des élections juge que le nombre des bureaux ouverts en vertu du présent article n'est pas suffisant, il peut autoriser le président d'élection à en ouvrir d'autres. Le président d'élection doit y mettre à la disposition des électeurs un exemplaire ou une copie certifiée conforme des listes électorales des sections de vote situées à proximité de chacun de ces bureaux.»

S.R., c. 7,  
a. 81, mod.

**71.** L'article 81 de ladite loi, modifié par l'article 23 du chapitre 8 et par l'article 12 du chapitre 9 des lois de 1975, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant:

Commis-  
sion de  
révision.

«**81.** 1. Les listes des sections de vote de chaque district électoral sont révisées par une commission de trois membres nommés conformément à l'article 82 dans chaque district électoral.»

S.R., c. 7,  
a. 82, mod.

**72.** L'article 82 de ladite loi, modifié par l'article 8 du chapitre 12 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session), par l'article 30 du chapitre

6 des lois de 1972, par l'article 24 du chapitre 8 et par l'article 13 du chapitre 9 des lois de 1975, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement des premier et deuxième alinéas du paragraphe 1 par les suivants:

Recom-  
mandation  
sur nomi-  
nation de  
réviseurs,  
etc.

«**82.** 1. En dehors d'une période électorale, le directeur général des élections doit faire tenir au premier ministre, au chef de l'opposition officielle et à tout député, autre que le chef de l'opposition officielle, qui dirige, à l'Assemblée nationale, un parti de l'opposition mentionné à l'article 98a de la Loi de la Législature, au plus tard trente jours avant la date à laquelle les recommandations doivent être remises au président d'élection, une liste complète des endroits où une commission de révision doit être établie avec indication du district électoral où chacune d'elles doit siéger. Le premier ministre ou la personne qu'il désigne par écrit dans chaque district électoral, et le chef de l'opposition officielle ou la personne qu'il désigne par écrit dans chaque district électoral peuvent chacun, au plus tard le quatorzième jour précédant celui de la révision, recommander par écrit au président d'élection une personne pour agir comme membre de chaque commission de révision. Toutefois, tout député d'une opposition autre que l'opposition officielle ou qui après avoir été élu comme tel, siège comme indépendant à l'Assemblée nationale, ou tout délégué qu'il désigne par écrit au président d'élection, peut recommander par écrit à ce dernier une personne pour agir comme membre de chaque commission de révision, dans le district électoral qu'il représente, aux lieu et place du chef de l'opposition officielle ou de son délégué.

Id., lors de  
période  
électorale.

En période électorale, le directeur général des élections doit faire tenir au premier ministre, au chef de l'opposition officielle et à tout député, autre que le chef de l'opposition officielle, qui dirige, à l'Assemblée nationale, un parti de l'opposition mentionné à l'article 98a de la Loi de la Législature, au plus tard le troisième jour qui suit celui de l'émission d'un bref, une liste complète des endroits où une commission de révision doit être établie avec indication du district électoral où chacune d'elles doit siéger. Le premier ministre ou la personne qu'il désigne par écrit dans chaque district électoral, et le chef de l'opposition officielle ou la personne qu'il désigne par écrit dans chaque district électoral peuvent chacun, au plus tard le huitième jour qui suit celui de l'émission d'un bref, recommander par écrit au président d'élection une personne pour agir comme membre de chaque commission de révision. Toutefois, tout candidat qui était député d'une opposition autre que l'opposition officielle ou qui, après avoir été élu comme tel, siégeait comme indépendant à la dissolution de l'Assemblée nationale, ou tout délégué qu'il désigne par écrit au président d'élection, peut recommander par écrit à ce dernier une

personne pour agir comme membre de chaque commission de révision, dans le district électoral où il est candidat, aux lieu et place du chef de l'opposition officielle ou de son délégué.»;

b) par la suppression des quatrième et sixième alinéas du paragraphe 1.

S.R., c. 7,  
a. 91,  
remp.

Accès aux  
rôles muni-  
cipaux.

**73.** L'article 91 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**91.** Le greffier, le secrétaire-trésorier, le président du bureau des estimateurs et toute personne ayant la garde des rôles d'évaluation et de perception d'une municipalité sont tenus de donner à la commission de révision, à tout réviseur et à toute personne spécialement autorisée par la commission à cette fin, libre accès aux rôles d'évaluation et de perception en vigueur.»

S.R., c. 7,  
a. 92,  
remp.

Examen et  
correc-  
tions.

**74.** L'article 92 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**92.** La commission de révision doit examiner et corriger les listes électorales de toutes les sections de vote comprises dans le district électoral ou dans le territoire pour lequel elle est nommée.

Inscrip-  
tions requi-  
ses.

Elle doit faire inscrire en tête de chaque liste le numéro et une description suffisante de la section et le nom du district électoral.»

S.R., c. 7,  
a. 93, mod.

**75.** L'article 93 de ladite loi, modifié par l'article 32 du chapitre 6 des lois de 1972, remplacé par l'article 25 du chapitre 8 des lois de 1975 et modifié par l'article 15 du chapitre 9 des lois de 1975, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant:

Période de  
révision.

«**93.** 1. En dehors d'une période électorale, le directeur général des élections fixe la période durant laquelle la révision a lieu.»;

b) par la suppression du paragraphe 2;

c) par le remplacement du paragraphe 3 par le suivant:

Heures de  
bureau.

«**3.** En période électorale, la révision a lieu de dix heures du matin à midi et demi, de deux heures et demie à cinq heures et demie de l'après-midi et de sept heures et demie à dix heures du soir, du jeudi de la troisième semaine au samedi de la deuxième semaine précédant celle du scrutin.»

S.R., c. 7,  
a. 94, mod.

**76.** L'article 94 de ladite loi, modifié par l'article 33 du chapitre 6 des lois de 1972 et par l'article 26 du chapitre 8 des lois de 1975, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement du deuxième alinéa du paragraphe 1 par le suivant:

Demande  
d'inscrip-  
tions, etc.

«Toutefois, lorsqu'une personne a changé de domicile et qu'elle a les qualités requises pour être électeur, elle peut déposer, lors d'une révision, suivant la formule 16a, par écrit et sous serment, une demande d'inscription de son nom sur la liste électorale de la section de vote où elle est maintenant domiciliée, pour autant qu'elle déclare dans cette formule qu'elle a fait, suivant la formule 17, une demande de radiation de son nom de la liste de la section de vote où elle est inscrite et que cette demande de radiation est annexée à sa demande d'inscription. En période électorale, le présent alinéa ne s'applique pas dans le cas d'un changement de domicile survenu après l'émission du bref d'élection.»;

b) par le remplacement des paragraphes 2, 3, 4 et 5 par les suivants:

Demande  
par un  
tiers.

«2. Tout électeur inscrit sur une liste électorale peut, s'il constate que le nom de quelque personne a été inscrit sur la liste de cette même section alors qu'elle n'a pas les qualités requises pour être électeur, déposer une demande par écrit et sous serment, suivant la formule 18, attestant qu'à sa connaissance personnelle le nom dont il demande la radiation est celui d'une personne qui n'a pas le droit de vote.

Demande  
par un  
parent.

«3. Tout électeur inscrit ou ayant droit d'être inscrit sur une liste électorale qui constate que le nom d'un parent ne se trouve pas sur cette liste ou sur celle d'une autre section de vote du même district électoral, alors que ce parent a les qualités requises pour être inscrit sur l'une ou sur l'autre, peut déposer une demande par écrit sous serment, selon la formule 19, attestant que ce parent a la qualité d'électeur; de même, s'il constate que le nom d'un parent est inscrit sur une liste d'une section de vote du même district électoral, alors que ce parent n'a pas à sa connaissance personnelle la qualité d'électeur, il peut déposer une demande de radiation, suivant la formule 20, attestant, par écrit et sous serment, que ce parent n'a pas le droit de vote.

Demande  
d'inscrip-  
tion d'un  
parent.

Toutefois, lorsqu'un électeur inscrit ou ayant droit d'être inscrit sur la liste électorale constate que le nom d'un parent ne se trouve pas sur cette liste ou sur celle d'une autre section du même district électoral parce que ce parent a changé de domicile, il peut, si ce parent a les qualités requises pour être inscrit, déposer une demande par écrit et sous serment suivant la formule 19a, attestant que ce parent a les qualités requises pour être électeur, pour autant que cet électeur déclare dans cette formule qu'il a fait, suivant la formule 20, une demande de radiation du nom de son parent de la liste de la section de vote où il est inscrit et que cette demande de radiation est annexée à la demande d'inscription. En période électorale, le présent alinéa ne s'ap-

plique pas dans le cas d'un changement de domicile survenu après l'émission du bref d'élection.

Délai de  
dépôt.

«4. En période électorale, les demandes d'inscription et de radiation doivent être déposées au bureau du président d'élection ou à tout autre bureau ouvert en vertu de l'article 80, au plus tard le samedi de la troisième semaine qui précède celle du scrutin, et doivent être communiquées, sans délai, à la commission de révision.

Demande  
de radia-  
tion.

«5. Toute demande de radiation déposée dans un des bureaux mentionnés à l'article 80 et concernant la radiation du nom d'un électeur lors d'une révision:

a) dans un autre district électoral par suite d'un changement de domicile, doit être transmise, le même jour, au président d'élection; ce dernier doit immédiatement transmettre cette demande au président d'élection de cet autre district électoral, lequel doit faire le nécessaire pour la remettre, sans délai, aux réviseurs nommés pour réviser les listes électorales de la municipalité ou partie de la municipalité où était domicilié cet électeur;

b) dans le même district électoral, mais dans une autre municipalité ou partie de municipalité par suite d'un changement de domicile, doit être transmise immédiatement au président d'élection; ce dernier doit, sans délai, transmettre cette demande aux réviseurs nommés pour réviser les listes électorales de la municipalité ou partie de municipalité où était domicilié cet électeur.»

S.R., c. 7,  
a. 97, mod.

**77.** L'article 97 de ladite loi, modifié par l'article 34 du chapitre 6 des lois de 1972 et par l'article 27 du chapitre 8 des lois de 1975, est de nouveau modifié par le remplacement des paragraphes 2 et 3 par les suivants:

Demande  
par un  
parent.

«2. Tout électeur inscrit ou ayant droit d'être inscrit sur la liste d'une section de vote d'un district électoral peut faire une semblable demande de correction, par écrit et sous serment, suivant la formule 23, du nom ou de la désignation d'un parent déjà inscrit sur la liste d'une autre section du même district.

Délai du  
dépôt.

«3. En période électorale, toute demande de correction de nom ou de désignation en vertu des paragraphes 1 ou 2 doit être déposée au bureau du président d'élection ou à tout autre bureau ouvert en vertu de l'article 80, au plus tard le samedi de la troisième semaine qui précède celle du scrutin, et doit être communiquée, sans délai, à la commission de révision.»

S.R., c. 7,  
a. 98, mod.

**78.** L'article 98 de ladite loi, modifié par l'article 35 du chapitre 6 des lois de 1972 et par l'article 28 du chapitre 8 et l'article 16 du chapitre 9 des lois de 1975, est de nouveau modifié:



a) par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant:

Contenu de  
la deman-  
de.

«**98.** 1. Toute demande faite en vertu de l'article 94 ou 97 doit indiquer le nom, le prénom, le sexe et l'adresse de celui qui la fait et de celui qui en est l'objet ainsi que leur date de naissance ou le numéro inscrit sur la carte qui leur est délivrée en vertu de l'article 8 de la Loi de l'assurance-maladie (1970, chapitre 37). Toutefois, dans le cas d'une demande de radiation, les renseignements concernant celui qui est l'objet de la demande peuvent ne comprendre que le nom, le prénom, le sexe et l'adresse.»;

b) par le remplacement du paragraphe 3 par le suivant:

Copie et  
son conte-  
nu.

«3. Tout préposé à la réception de ces demandes doit recevoir toute demande régulièrement faite par un électeur du district concerné et en donner à chacune des personnes qui les déposent une copie qui indique la date et l'heure du dépôt de la demande.»

S.R., c. 7,  
a. 101,  
rempl.

Fardeau de  
la preuve.

**79.** L'article 101 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**101.** Quand la commission de révision doit décider si une personne est de citoyenneté canadienne, le fardeau de la preuve incombe à cette dernière, à moins que la preuve de sa citoyenneté canadienne n'ait déjà été établie conformément à l'article 17 de la Loi sur le registre des électeurs ou qu'elle n'ait déjà prouvé sa citoyenneté canadienne à la satisfaction d'une commission de révision.»

S.R., c. 7,  
a. 102,  
mod.

**80.** L'article 102 de ladite loi, remplacé par l'article 29 du chapitre 8 des lois de 1975 et modifié par l'article 17 du chapitre 9 des lois de 1975, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement du deuxième alinéa du paragraphe 1 par le suivant:

Relevé des  
inscrip-  
tions, etc.

«De plus, la commission de révision doit également, dès la fin des travaux, préparer en cinq exemplaires à l'intention de chaque personne mentionnée au paragraphe 3 de l'article 74, un relevé de chacune des inscriptions, radiations et corrections faites à la liste de chaque section de vote et les faire parvenir au président d'élection au plus tard le mardi de la semaine qui suit la fin de la période de révision.»;

b) par le remplacement du paragraphe 3 par le suivant:

Exemplai-  
res au pre-  
mier minis-  
tre, etc.

«3. Le président d'élection doit faire tenir immédiatement, par lettre recommandée ou par messenger, aux personnes mentionnées au paragraphe 3 de l'article 74 et, lors d'une élection, à chaque candidat, cinq exemplaires de chacun des relevés qu'il a reçus de la commission de révision.

Exemplaire aux municipalités, etc.

Après la révision, le président d'élection doit préparer un exemplaire de ces relevés et le faire tenir gratuitement, dans les quinze jours après les avoir reçus, à toute municipalité et à toute commission scolaire comprises en tout ou en partie dans son district électoral.»

S.R., c. 7,  
a. 103,  
rempl.

**81.** L'article 103 de ladite loi, remplacé par l'article 9 du chapitre 12 des lois 1965 (1<sup>re</sup> session) et par l'article 30 du chapitre 8 des lois de 1975, est de nouveau remplacé par le suivant:

Listes officielles.

«**103.** Le relevé des changements faits par la commission constitue, avec les listes provisoires dressées par le directeur général, les seules listes officielles et les seules qui peuvent servir à une élection.

Entrée en vigueur.

Ces listes entrent en vigueur immédiatement après la révision.»

S.R., c. 7,  
int., a. 104,  
ab.

**82.** L'intitulé précédant l'article 104 ainsi que l'article 104 de ladite loi sont abrogés.

S.R., c. 7,  
int., aa.  
105-125,  
ab.

**83.** Les intitulés précédant les articles 105, 107, 118 et 125, ainsi que les articles 105 à 125 de ladite loi sont abrogés.

S.R., c. 7,  
a. 133,  
mod.

**84.** L'article 133 de ladite loi, remplacé par l'article 46 du chapitre 8 des lois de 1975 et modifié par l'article 25 du chapitre 9 des lois de 1975, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe *b* par le suivant:

«*b*) a dix-huit ans accomplis le jour du scrutin;».

S.R., c. 7,  
a. 135,  
mod.

**85.** L'article 135 de ladite loi, modifié par l'article 50 du chapitre 6 des lois de 1972, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 2 par le suivant:

Fraude.

«2. Ne peuvent voter à une élection les personnes qui, pendant la dernière période de recensement ou la dernière période de révision, ou depuis la date fixée pour l'émission du bref de cette élection, ont commis quelque manoeuvre frauduleuse ou y ont participé.»

S.R., c. 7,  
a. 139,  
mod.

**86.** L'article 139 de ladite loi, remplacé par l'article 52 du chapitre 6 des lois de 1972 et par l'article 47 du chapitre 8 des lois de 1975, et modifié par l'article 26 du chapitre 9 des lois de 1975, est de nouveau modifié:

*a*) par la suppression des paragraphes 1 à 3;

*b*) par le remplacement du paragraphe 4 par le suivant:

Date de présentation.

«4. Lors d'une élection, la présentation des candidats ne peut avoir lieu avant la troisième semaine qui suit celle de l'émis-

sion des brefs, si ceux-ci sont émis avant le vendredi, sinon avant la quatrième semaine.»;

c) par la suppression du paragraphe 5.

S.R., c. 7,  
a. 167,  
mod.

**87.** L'article 167 de ladite loi, modifié par l'article 19 du chapitre 12 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session) et remplacé par l'article 48 du chapitre 8 des lois de 1975, est modifié par la suppression du paragraphe 2.

S.R., c. 7,  
a. 236,  
mod.

**88.** L'article 236 de ladite loi, modifié par l'article 54 du chapitre 6 des lois de 1972 et par l'article 49 du chapitre 8 des lois de 1975, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 2 par le suivant:

Lieu de  
vote.

«2. Un électeur ne peut donner qu'un vote. Il doit le faire dans la section de vote où se trouvait son domicile le jour de l'émission du bref d'élection.»

S.R., c. 7,  
a. 239,  
mod.

**89.** L'article 239 de ladite loi, modifié par l'article 24 du chapitre 12 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session) et par l'article 50 du chapitre 8 des lois de 1975, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant:

Serment  
du votant.

«**239.** 1. Avant de recevoir son bulletin de vote, toute personne qui se présente pour voter doit, si elle en est requise par le scrutateur, le greffier ou par l'un des candidats ou son représentant, prêter serment, suivant la formule 51, et répondre affirmativement aux questions 1, 2, 4, 5 et 6, et négativement aux questions 3, 7, 8, 9, 10 et 11 de ladite formule. Toute personne employée à l'exécution de travaux faits pour le compte de Sa Majesté du chef de la province ou du Canada peut en outre être requise d'affirmer sous serment qu'elle a résidé continuellement dans la localité où elle travaille pendant les quatre-vingt-dix jours qui ont précédé le jour de l'émission du bref d'élection.»

S.R., c. 7,  
a. 257,  
mod.

**90.** L'article 257 de ladite loi, modifié par l'article 55 du chapitre 6 des lois de 1972 et par l'article 51 du chapitre 8 et l'article 28 du chapitre 9 des lois de 1975, est de nouveau modifié par le remplacement du sous-paragraphe *t* du paragraphe 1 par le suivant:

«*t*) toute personne qui vote dans une section de vote autre que celle où se trouvait son domicile le jour de l'émission du bref d'élection;».

S.R., c. 7,  
a. 273,  
mod.

**91.** L'article 273 de ladite loi est modifié par le remplacement du paragraphe 3 par le suivant:

Envoi par  
la poste.

«3. S'il est absolument impossible de remettre ou faire remettre de main à main la boîte du scrutin, mais dans ce cas seulement, le scrutateur doit, après l'avoir bien emballée et bien scellée sous sa signature, l'expédier par la poste, comme colis recommandé.»

S.R., c. 7,  
a. 290,  
mod.

**92.** L'article 290 de ladite loi, modifié par l'article 33 du chapitre 12 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session), par l'article 6 du chapitre 13 des lois de 1969, par l'article 56 du chapitre 6 des lois de 1972 et par l'article 52 du chapitre 8 des lois de 1975, est de nouveau modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Serment  
relatif au  
domicile.

«Cette personne peut en outre être requise d'affirmer, sous serment, qu'elle était domiciliée dans le district électoral où est situé le bureau spécial de scrutin mentionné dans l'attestation obtenue en vertu de l'article 284, le jour de l'émission du bref d'élection et, s'il s'agit d'une personne employée à l'exécution de travaux faits pour le compte de Sa Majesté du chef de la province ou du Canada, qu'elle a résidé continuellement dans ce district électoral pendant les quatre-vingt-dix jours qui ont précédé l'émission du bref d'élection.»

S.R., c. 7,  
a. 424,  
remp.

**93.** L'article 424 de ladite loi, modifié par l'article 57 du chapitre 6 des lois de 1972, est remplacé par le suivant:

Tarif modi-  
fié par di-  
recteur gé-  
néral.

«**424.** Le directeur général des élections peut, lorsqu'il le juge nécessaire durant une période de recensement, une période de révision ou une période électorale, augmenter les sommes fixées par le tarif adopté en vertu de l'article 422 et autoriser les dépenses qui n'y sont pas prévues. Ces augmentations et dépenses ne peuvent excéder en totalité cinquante mille dollars.»

S.R., c. 7,  
a. 429a, aj.

**94.** Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 429, du suivant:

Affirma-  
tion solen-  
nelle.

«**429a.** Dans tous les cas où le serment est requis, il peut être remplacé par l'affirmation solennelle, si la personne qui doit prêter serment s'y refuse pour le motif qu'elle n'a pas de croyance religieuse ou que sa croyance religieuse s'y oppose.»

S.R., c. 7,  
a. 434,  
remp.

**95.** L'article 434 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Opérations  
accomplies  
en retard.

«**434.** Si la nomination des recenseurs ou réviseurs, le recensement, la révision, la préparation des listes électorales ou quelque opération s'y rapportant n'ont pas été effectués au temps prescrit, ils doivent être faits ensuite le plus tôt possible s'ils peuvent l'être en temps utile, sans préjudice de toute peine encourue pour le retard ou l'omission.»

## CHAPITRE IV

## MODIFICATIONS À DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

1972, c. 6,  
aa. 1, 2,  
ab.

**96.** Les articles 1 et 2 de la Loi concernant la confection des listes électorales permanentes et modifiant diverses dispositions législatives (1972, chapitre 6) sont abrogés.

1977, c. 11,  
a. 56,  
remp.

**97.** L'article 56 de la Loi régissant le financement des partis politiques (1977, chapitre 11) est remplacé par le suivant:

Calcul de  
l'allocation.

«**56.** L'allocation visée dans l'article 55 se calcule en divisant entre ces partis, proportionnellement au pourcentage des votes valides obtenus par ces derniers aux dernières élections générales, une somme égale au produit obtenu en multipliant le montant de 25 cents par le nombre d'électeurs inscrits au registre des électeurs constitué en vertu de la Loi sur le registre des électeurs (1979, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 3*).»

1977, c. 11,  
a. 100,  
mod.

**98.** L'article 100 de ladite loi est modifié par le remplacement du paragraphe *b* par le suivant:

«bref  
d'élection»,  
etc.;

«*b*) «bref d'élection», «chef reconnu», «électeur», «électeur inscrit», «élection», «district électoral», «élections générales», «élections partielles», «autres élections», «liste», «candidat officiel», «parti reconnu», «période électorale», «président d'élection», «officier d'élection», «scrutin», «greffier», «récapitulation officielle du scrutin», «recensement», «recenseur» et «révision»: ce qu'entend par ces mots et expressions la Loi électorale;».

1977, c. 11,  
a. 111,  
remp.

**99.** L'article 111 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Nombre  
d'élec-  
teurs.

«**111.** Pour les fins des articles 109 et 110, le nombre d'électeurs est:

*a*) pour un parti, le nombre d'électeurs inscrits au registre des électeurs constitué en vertu de la Loi sur le registre des électeurs, au moment de l'émission du bref; et

*b*) pour un candidat, le nombre d'électeurs de son district électoral inscrits au registre des électeurs au moment de l'émission du bref.

Détermina-  
tion par  
directeur  
général.

Dès l'émission du bref, le directeur général du financement des partis politiques doit requérir du directeur général des élections, qui doit le lui fournir, un certificat indiquant le nombre d'électeurs inscrits dans chaque district électoral au moment de l'émission du bref. Le directeur général du financement des partis politiques doit publier ce certificat dans la *Gazette officielle du*

Québec et en transmettre une copie à chaque président d'élection et à chaque chef de parti reconnu.

Transmis-  
sion du  
nombre au  
candidat.

Chaque président d'élection doit transmettre au cours d'une élection, à chaque candidat, le nombre d'électeurs inscrits dans le district électoral au moment de l'émission du bref.»

1978, c. 6,  
a. 1, mod.

**100.** L'article 1 de la Loi sur la consultation populaire (1978, chapitre 6) est modifié:

a) par le remplacement du paragraphe *i* par le suivant:

«électeur»,  
etc.;

«*i*) «électeur», «section de vote», «liste», «liste électorale», «révision», «réviseurs», «période de recensement», «délégué officiel», «district électoral», «élection», «élections générales», «domicile», «être domicilié», «scrutin», «directeur général des élections», «président d'élection», «secrétaire d'élection», «assistant-secrétaire d'élection», «officier d'élection»: ce qu'entend par ces mots et expressions la Loi électorale (Statuts refondus, 1964, chapitre 7) telle qu'elle s'applique à un référendum;»;

b) par l'addition, à la fin, du paragraphe suivant:

«registre  
des élec-  
teurs».

«*k*) «registre des électeurs»: le registre des électeurs constitué en vertu de la Loi sur le registre des électeurs (1979, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 3*).»

1978, c. 6,  
a. 9-1, aj.

**101.** Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 9, du suivant:

Interpréta-  
tion de aa.  
8 et 9.

«**9-1** Malgré les articles 3, 4 et 5, seul le président de l'Assemblée nationale peut interpréter les articles 8 et 9 quant à la procédure à suivre à l'Assemblée nationale. Sa décision est finale.»

1978, c. 6,  
a. 14, mod.

**102.** L'article 14 de ladite loi est modifié:

a) par la suppression des deuxième, troisième et cinquième alinéas;

b) par le remplacement du quatrième alinéa par le suivant:

Date du  
scrutin.

«Le scrutin ne peut avoir lieu avant la cinquième semaine qui suit celle de l'émission d'un bref lorsque celui-ci est émis avant le vendredi, sinon avant la sixième semaine.»

1978, c. 6,  
a. 16,  
remp.

Listes élec-  
torales  
pour réfé-  
rendum.

**103.** L'article 16 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**16.** Les listes électorales des sections de vote préparées et révisées conformément à la Loi électorale et, le cas échéant, conformément aux dispositions pertinentes de l'appendice 2, sont les seules qui doivent servir lors d'un référendum.»

1978, c. 6,  
a. 17, mod.

**104.** L'article 17 de ladite loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Liste  
transmise  
au délégué  
officiel  
d'un comité  
national.

«Cette liste constitue une liste électorale aux fins de la présente loi et le président d'élection doit, dans les plus brefs délais, en faire parvenir une copie au délégué officiel de chaque comité national. Elle doit être révisée suivant les dispositions de l'appendice 2 qui s'appliquent à une révision des listes électorales et le président d'élection doit ouvrir, dans cet établissement, un bureau pour recevoir les demandes d'inscription, de radiation ou de correction de la liste. Ce bureau doit être ouvert du lundi au samedi de la troisième semaine précédant celle du scrutin, aux heures et de la manière qui conviennent à la nature de l'établissement.»

1978, c. 6,  
a. 18,  
remp.

**105.** L'article 18 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Limites  
des districts  
électoraux  
modifiées.

«**18.** Lorsque, à la suite de l'adoption d'une loi modifiant les limites des districts électoraux en vue des élections générales suivantes, l'inscription des électeurs au registre des électeurs a été refaite en tenant compte des limites ainsi modifiées, la tenue d'un référendum doit se faire suivant les limites ainsi modifiées et les présidents d'élection nommés par anticipation sont compétents pour agir à ce titre aux fins du référendum; de même, les sections de vote qui ont été définies par anticipation sont celles qui servent aux fins du référendum.»

1978, c. 6,  
a. 35,  
remp.

**106.** L'article 35 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Nombre  
d'élec-  
teurs.

«**35.** Pour les fins du premier alinéa de l'article 34, le nombre d'électeurs est le nombre total des électeurs inscrits au registre des électeurs au moment de l'émission du bref.

Détermina-  
tion par di-  
recteur gé-  
néral.

Ce nombre est établi par le directeur général des élections qui en dresse un certificat, qu'il fait parvenir, dans les plus brefs délais, au directeur général du financement des partis politiques. Dès sa réception, ce dernier en fait parvenir copie au président d'élection et à l'agent officiel de chaque comité national.»

1978, c. 6,  
appendice  
2, partie 1,  
mod.

**107.** La partie 1 de l'appendice 2 de ladite loi, relative aux dispositions de la Loi électorale applicables à la tenue d'un référendum, est modifiée:

a) par le remplacement de la modification apportée au paragraphe 2° de l'article 2 par ce qui suit:

«Remplacer le sous-paragraphe b par le suivant:

«b) Lorsqu'une personne quitte son domicile pour aller travailler dans une autre localité où elle réside et qui est comprise dans un district électoral, elle y établit son domicile; cependant, si

elle est employée à l'exécution de travaux faits pour le compte de Sa Majesté du chef de la province ou du Canada, elle n'est censée avoir établi son domicile dans cette autre localité que si elle y a résidé continuellement pendant les quatre-vingt-dix jours qui ont précédé le jour de l'émission du bref référendaire;»

Remplacer le sous-paragraphe *f* par le suivant:

«*f*) l'enfant qui s'absente de la demeure de son père ou de sa mère, avec le consentement de l'un ou de l'autre, pour suivre un cours d'étude ou d'apprentissage, conserve son domicile chez son père ou chez sa mère, selon le cas; toutefois, lors d'un référendum, sa résidence peut à son choix être considérée comme son domicile; il est réputé avoir fait ce choix s'il a requis son inscription sur la liste de la section de vote où il réside ou n'en a pas demandé la radiation;»;

*b*) par la suppression des renvois aux paragraphes 8° et 9° de l'article 2;

*c*) par l'insertion, après le renvoi au paragraphe 26° de l'article 2, d'un renvoi au paragraphe 28°;

*d*) par le remplacement des chiffres «27°», «28°» et «29°» de la modification qui suit le renvoi au paragraphe 28° par les chiffres «28°», «29°» et «30°»;

*e*) par la suppression du renvoi à l'article 3*a*;

*f*) par le remplacement de la modification apportée à l'article 11 par ce qui suit:

«Remplacer le deuxième alinéa par le suivant:

«Toutefois, le directeur général des élections peut requérir, à titre temporaire, les services de toute personne qu'il juge nécessaire à l'accomplissement de ses devoirs concernant la tenue d'un référendum.»;

*g*) par le remplacement de la modification apportée à l'article 14 par ce qui suit:

«Remplacer l'article par le suivant:

«**14.** 1. Durant une période référendaire, le directeur général des élections est investi de tous les pouvoirs conférés par la présente loi ou par la Loi électorale au lieutenant-gouverneur en conseil, relativement à la nomination des officiers d'élection ou des suppléants.

2. Aucune disposition du présent article ou de la présente section n'enlève au lieutenant-gouverneur en conseil ou à un officier d'élection le droit que la présente loi ou la Loi électorale lui donne relativement à la nomination d'un officier d'élection.»;



*h)* par le remplacement de la modification apportée à l'article 15 par ce qui suit:

«Remplacer les paragraphes 1 et 6 par les suivants:

«1. Durant une période référendaire, le directeur général des élections peut suspendre de ses fonctions tout officier d'élection dont la nomination relève du lieutenant-gouverneur en conseil.

«6. Durant une période référendaire, le directeur général des élections peut, pour cause, destituer tout officier d'élection dont la nomination ne relève pas du lieutenant-gouverneur en conseil.»;

*i)* par le remplacement de la modification apportée à l'article 24 par ce qui suit:

«Remplacer le paragraphe 1 par le suivant:

«1. Tout officier d'élection qui refuse ou néglige d'accomplir un des devoirs ou une des formalités que lui prescrit la présente loi ou qui agit comme agent, peut être destitué par le lieutenant-gouverneur en conseil si cet officier est un président d'élection, par le directeur général des élections s'il est un réviseur ou par le président d'élection s'il est un secrétaire d'élection, un scrutateur ou un greffier.»;

*j)* par le remplacement de la modification apportée à l'article 34 par ce qui suit:

«Remplacer les paragraphes 1 et 3 par les suivants:

«1. Si, au plus tard le lundi de la semaine suivant celle au cours de laquelle un bref référendaire est émis, le supérieur d'une communauté ou son représentant informe, par écrit, le président d'élection, que dans une section de vote, plus des deux cinquièmes des électeurs sont membres de cette communauté, celui-ci doit modifier la description des sections de vote suivant le paragraphe 2 de l'article 25.

«3. Dans le même délai, il doit transmettre une copie certifiée de cette description au directeur général des élections et au délégué officiel de chaque comité national.»;

*k)* par le remplacement du paragraphe *b* de la modification apportée à l'article 40 par le suivant:

«*b*) d'extraits de la Loi sur la consultation populaire, d'extraits desdites versions spéciales et d'extraits de la Loi sur le registre des électeurs, à l'usage des divers officiers d'élection, contenant les dispositions qu'ils ont spécialement besoin de consulter dans l'exercice de leurs fonctions;»;

*l)* par le remplacement de la modification apportée à l'article 45 par ce qui suit:

«Remplacer l'article par le suivant:

«**45.** Sous réserve de l'article 80, durant une période référendaire, le bureau du président d'élection doit rester ouvert de neuf heures du matin à neuf heures du soir. Le jour du scrutin, le président d'élection ou le secrétaire d'élection doit se tenir à ce bureau de huit heures du matin à dix heures du soir.»;

*m)* par le remplacement de la modification apportée à l'article 47 par ce qui suit:

«Remplacer la partie qui précède le paragraphe 1° du premier alinéa par ce qui suit:

«**47.** Possède la qualité d'électeur et peut être inscrite sur une liste électorale toute personne physique qui remplit les conditions suivantes:»

Remplacer le paragraphe 1° du premier alinéa par le suivant:

«1° Être domiciliée dans la province depuis au moins un an le jour de l'émission du bref référendaire; toutefois, après avoir établi son domicile en dehors de la province pour remplir une fonction pour le compte de Sa Majesté du chef de la province ou du Canada, elle peut être inscrite sur la liste si, au moment où elle demande l'inscription de son nom, elle est de nouveau domiciliée dans la province;»

Remplacer le paragraphe 2° du premier alinéa par le suivant:

«2° Etre domiciliée dans une section de vote le jour de l'émission du bref référendaire;»

Remplacer le paragraphe 3° du premier alinéa par le suivant:

«3° Avoir dix-huit ans accomplis le jour du scrutin;»;

*n)* par le remplacement de la modification apportée à l'article 48 par ce qui suit:

«Remplacer le paragraphe *a* par le suivant:

«*a)* le directeur général des élections, son suppléant, ses adjoints, le directeur général du financement des partis politiques, ses adjoints, les membres du conseil du référendum, le président d'élection, le secrétaire d'élection et tout assistant-secrétaire d'élection;»

Supprimer le paragraphe *d*»;

*o)* par l'insertion, après le renvoi à l'article 48, d'un renvoi à l'article 48*a*;

*p)* par le remplacement de la modification apportée à l'article 75 par ce qui suit:

«Remplacer le premier alinéa du paragraphe 1 par le suivant:

«1. Dès l'émission d'un bref, le directeur général des élections dresse, par section de vote, des listes provisoires à partir du registre des électeurs ou, en cas d'impossibilité, à partir des dernières listes électorales dressées en vertu des articles 7 à 12 de la Loi sur le registre des électeurs ou en vertu de l'article 21 de ladite loi.»;

q) par le remplacement de la modification apportée à l'article 77 par ce qui suit:

«Remplacer l'article par le suivant:

«**77.** Immédiatement après l'impression de la liste de chaque section de vote, le président d'élection doit en fournir vingt exemplaires au délégué officiel de chaque comité national.»;

r) par le remplacement de la modification apportée à l'article 80 par ce qui suit:

«Remplacer le paragraphe 1 par le suivant:

«1. En période référendaire, les bureaux des présidents d'élection sont ouverts de huit heures du matin à dix heures du soir du lundi au samedi de la troisième semaine qui précède celle du scrutin pour recevoir les demandes d'inscription, de radiation et de correction de la liste électorale; si la commission de révision siège dans une autre localité que celle où est situé ce bureau, le président d'élection doit, durant la même période, tenir ouvert, dans la localité où siège la commission, un autre bureau, où ces demandes peuvent être également déposées. Dans ce dernier bureau, le président d'élection doit mettre à la disposition des électeurs un exemplaire ou une copie certifiée conforme des listes électorales des sections de vote de la localité pour laquelle ce bureau est ouvert.»;

s) par le remplacement de la modification apportée à l'article 82 par ce qui suit:

«Remplacer le paragraphe 1 par le suivant:

«1. En période référendaire, le directeur général des élections doit faire tenir au président de chaque comité national, au plus tard le troisième jour qui suit celui de l'émission d'un bref, une liste complète des endroits où une commission de révision doit être établie avec indication du district électoral où chacune d'elles doit siéger. Le président de chaque comité national ou le délégué officiel qu'il désigne par écrit dans chaque district électoral peuvent au plus tard le huitième jour qui suit celui de l'émission d'un bref, recommander par écrit au président d'élection une personne pour agir comme membre de chaque commission de révision.

Dans les districts électoraux d'Abitibi-Est, d'Abitibi-Ouest, de Duplessis et de Saguenay, plus d'un délégué officiel peut être désigné, par écrit, au président d'élection pour autant que le territoire attribué à chacun d'eux est clairement délimité.

Le président d'élection nomme alors comme membres de chaque commission de révision les deux personnes ainsi recommandées; s'il n'a reçu aucune recommandation écrite, il choisit lui-même les deux réviseurs; s'il n'en a reçu qu'une, il choisit lui-même l'autre réviseur. Dès que ces nominations sont faites, le président d'élection doit en informer, par écrit, le directeur général des élections.»;

t) par le remplacement de la modification apportée à l'article 93 par ce qui suit:

«Remplacer le paragraphe 1 par le suivant:

«1. En période référendaire, la révision a lieu de dix heures du matin à midi et demi, de deux heures et demie à cinq heures et demie de l'après-midi et de sept heures et demie à dix heures du soir, du jeudi de la troisième semaine au samedi de la deuxième semaine précédant celle du scrutin.»

Supprimer le paragraphe 3»;

u) par le remplacement de la modification apportée à l'article 94 par ce qui suit:

«Remplacer le deuxième alinéa du paragraphe 1 par le suivant:

«Toutefois, lorsqu'une personne a changé de domicile et qu'elle a les qualités requises pour être électeur, elle peut déposer, lors d'une révision, suivant la formule 16a, par écrit et sous serment, une demande d'inscription de son nom sur la liste électorale de la section de vote où elle est maintenant domiciliée, pour autant qu'elle déclare dans cette formule qu'elle a fait, suivant la formule 17, une demande de radiation de son nom de la liste de la section de vote où elle est inscrite et que cette demande de radiation est annexée à sa demande d'inscription. En période référendaire, le présent alinéa ne s'applique pas dans le cas d'un changement de domicile survenu après l'émission du bref référendaire.»

Remplacer le deuxième alinéa du paragraphe 3 par le suivant:

«Toutefois, lorsqu'un électeur inscrit ou ayant droit d'être inscrit sur la liste électorale constate que le nom d'un parent ne se trouve pas sur cette liste ou sur celle d'une autre section du même district électoral parce que ce parent a changé de domicile, il peut, si ce parent a les qualités requises pour être inscrit, déposer une demande par écrit et sous serment suivant la formule

19a, attestant que ce parent a les qualités requises pour être électeur, pour autant que cet électeur déclare dans cette formule qu'il a fait, suivant la formule 20, une demande de radiation du nom de son parent de la liste de la section de vote où il est inscrit et que cette demande de radiation est annexée à la demande d'inscription. En période référendaire, le présent alinéa ne s'applique pas dans le cas d'un changement de domicile survenu après l'émission du bref référendaire.»

Remplacer le paragraphe 4 par le suivant :

«4. En période référendaire, les demandes d'inscription et de radiation doivent être déposées au bureau du président d'élection ou à tout autre bureau ouvert en vertu de l'article 80, au plus tard le samedi de la troisième semaine qui précède celle du scrutin, et doivent être communiquées, sans délai, à la commission de révision.»;

v) par le remplacement de la modification apportée à l'article 97 par ce qui suit :

«Remplacer le paragraphe 3 par le suivant :

«3. En période référendaire, toute demande de correction de nom ou de désignation en vertu des paragraphes 1 ou 2 doit être déposée au bureau du président d'élection ou à tout autre bureau ouvert en vertu de l'article 80, au plus tard le samedi de la troisième semaine qui précède celle du scrutin, et doit être communiquée, sans délai, à la commission de révision.»;

w) par le remplacement de la modification apportée à l'article 102 par ce qui suit :

«Remplacer le deuxième alinéa du paragraphe 1 par le suivant :

«De plus, la commission de révision doit également, dès la fin des travaux, préparer en cinq exemplaires à l'intention de chaque délégué officiel d'un comité national, un relevé de chacune des inscriptions, radiations et corrections faites à la liste de chaque section de vote et les faire parvenir au président d'élection au plus tard le mardi de la semaine qui suit la fin de la période de révision.»

Remplacer le paragraphe 3 par le suivant :

«3. Le président d'élection doit faire tenir immédiatement, par lettre recommandée ou par messenger, à chaque délégué officiel d'un comité national, cinq exemplaires de chacun des relevés qu'il a reçus de la commission de révision.»;

x) par le remplacement de la modification apportée à l'article 103 par ce qui suit :

«Remplacer l'article par le suivant:

«**103.** Le relevé des changements faits par la commission constituée, avec les listes provisoires dressées par le directeur général, les seules listes officielles et les seules qui peuvent servir à un référendum.

Ces listes entrent en vigueur immédiatement après la révision.»;

y) par la suppression du renvoi à l'article 104 et de la modification apportée audit article;

z) par la suppression des renvois aux articles 113a à 125 et des modifications apportées auxdits articles;

aa) par le remplacement du dernier alinéa de la modification apportée à l'article 135 par le suivant:

«Ne peuvent voter à un référendum les personnes qui, pendant la dernière période de recensement ou la dernière période de révision, ou depuis la date fixée pour l'émission du bref, ont commis quelque manoeuvre frauduleuse ou y ont participé.»;

bb) par le remplacement de la modification apportée à l'article 236 par ce qui suit:

«Remplacer le paragraphe 2 par le suivant:

«2. Un électeur ne peut donner qu'un vote. Il doit le faire dans la section de vote où se trouvait son domicile le jour de l'émission du bref référendaire.»;

cc) par le remplacement de la modification apportée à l'article 239 par ce qui suit:

«Remplacer le paragraphe 1 par le suivant:

«1. Avant de recevoir son bulletin de vote, toute personne qui se présente pour voter doit, si elle en est requise par le scrutateur, le greffier ou un représentant, prêter serment, suivant la formule 51, et répondre affirmativement aux questions 1, 2, 4, 5 et 6, et négativement aux questions 3, 7, 8, 9, 10 et 11 de ladite formule. Toute personne employée à l'exécution de travaux faits pour le compte de Sa Majesté du chef de la province ou du Canada peut en outre être requise d'affirmer sous serment qu'elle a résidé continuellement dans la localité où elle travaille pendant les quatre-vingt-dix jours qui ont précédé le jour de l'émission du bref référendaire.»

Remplacer le paragraphe 3 par le suivant:

«3. Quand il sait ou a lieu de croire que la personne qui se présente pour voter a déjà voté au référendum, se présente sous

un faux nom ou sous une désignation fausse, se représente faussement comme étant inscrite sur la liste électorale, ou est inscrite sur la liste d'une autre section du même ou d'un autre district électoral où elle était domiciliée lors de la préparation de la liste, tout représentant ou officier d'élection se trouvant dans le bureau de scrutin doit requérir cette personne de prêter le serment prescrit par le paragraphe 1.»;

*dd)* par le remplacement de la modification apportée à l'article 257 par ce qui suit:

«Remplacer le sous-paragraphe *f* du paragraphe 1 par le suivant:

«*f)* toute personne qui, sans y être dûment autorisée, détruit, emporte, ouvre, détériore ou manipule de quelque manière que ce soit une boîte de scrutin ou un bulletin de vote qui ont servi ou doivent servir aux opérations référendaires;»

Remplacer le sous-paragraphe *g* du paragraphe 1 par le suivant:

«*g)* toute personne qui, par fraude, appose autrement que l'autorise l'article 245 les initiales de ses nom et prénom ou les initiales des nom et prénom d'un scrutateur au verso d'un papier qui paraît être un bulletin de vote ou peut être employé comme bulletin de vote dans un référendum;»

Remplacer le sous-paragraphe *h* du paragraphe 1 par le suivant:

«*h)* toute personne qui, avec l'intention de frauder, imprime un bulletin de vote ou un papier qui paraît être un bulletin de vote ou peut être employé comme bulletin de vote dans un référendum;»

Remplacer le sous-paragraphe *i* du paragraphe 1 par le suivant:

«*i)* toute personne qui, autorisée par le président d'élection à imprimer les bulletins de vote nécessaires à un référendum, en imprime, dans l'intention de frauder, plus que la quantité autorisée;»

Remplacer le sous-paragraphe *q* du paragraphe 1 par le suivant:

«*q)* tout scrutateur ou greffier qui remet, pour être frauduleusement employées, les procurations signées par le délégué officiel d'un comité national et qui lui ont été remises par les représentants;»

Remplacer le sous-paragraphe *r* du paragraphe 1 par le suivant:

«*r*») tout scrutateur qui ne dispose pas les isolements en conformité de l'article 213, et tout greffier ou représentant qui permet au scrutateur de disposer un isolement autrement qu'en conformité de l'article 213;»

Remplacer le sous-paragraphe *s* du paragraphe 1 par le suivant:

«*s*») toute personne qui, dans une intention frauduleuse, fait, imprime, prête, donne, vend, enlève, détruit, déchire, macule, contrefait ou altère des procurations à l'usage des représentants;»

Remplacer le sous-paragraphe *t* du paragraphe 1 par le suivant:

«*t*») toute personne qui vote dans une section de vote autre que celle où se trouvait son domicile le jour de l'émission du bref référendaire.»;

*ee*) par le remplacement de la modification apportée à l'article 290 par ce qui suit:

«Remplacer l'article par le suivant:

«**290.** Avant de recevoir son bulletin de vote, toute personne qui se présente pour voter doit en outre, si elle en est requise par le scrutateur, le greffier ou un représentant, prêter le serment de la formule 51, à l'exception des questions 1 et 5.

Cette personne peut, en outre, être requise d'affirmer, sous serment, qu'elle était domiciliée dans le district électoral où est situé le bureau spécial de scrutin mentionné dans l'attestation obtenue en vertu de l'article 284, le jour de l'émission du bref référendaire et, s'il s'agit d'une personne employée à l'exécution de travaux faits pour le compte de Sa Majesté du chef de la province ou du Canada, qu'elle a résidé continuellement dans ce district électoral pendant les quatre-vingt-dix jours qui ont précédé l'émission du bref référendaire.»;

*ff*) par le remplacement de la modification apportée à l'article 424 par ce qui suit:

«Remplacer l'article par le suivant:

«**424.** Le directeur général des élections peut, lorsqu'il le juge nécessaire durant une période référendaire, augmenter les sommes fixées par le tarif adopté en vertu de l'article 422 et autoriser les dépenses qui n'y sont pas prévues. Ces augmentations et dépenses ne peuvent excéder en totalité cinquante mille dollars.»;

*gg*) par l'insertion, après le renvoi à l'article 429, d'un renvoi à l'article 429*a*;



hh) par le remplacement de la modification apportée à l'article 434 par ce qui suit:

«Remplacer l'article par le suivant:

«**434.** Si la nomination des réviseurs, la révision, la préparation des listes électorales ou quelque opération s'y rapportant n'ont pas été effectuées au temps prescrit, elles doivent être faites ensuite le plus tôt possible si elles peuvent l'être en temps utile, sans préjudice de toute peine encourue pour le retard ou l'omission.»

## CHAPITRE V

### DISPOSITIONS DIVERSES

Modifica-  
tion des  
formules.

**108.** Le directeur général des élections peut, pour les fins du recensement visé dans l'article 7 et d'une révision, modifier dans la mesure qu'il juge nécessaire les formules de la première annexe de la Loi électorale; il en est de même, pour les fins d'un scrutin, de la formule 51.

Délai de  
transmis-  
sion.

Il doit faire parvenir, au plus tard le 10 juillet 1979, les formules modifiées aux personnes mentionnées au premier alinéa du paragraphe 3 de l'article 74 de la Loi électorale et, dans les quinze jours qui suivent, les faire publier dans la *Gazette officielle du Québec*.

Valeur des  
listes en  
vertu de  
1972, c. 6.

**109.** Les listes électorales confectionnées en vertu de la Loi concernant la confection des listes électorales permanentes et modifiant diverses dispositions législatives (1972, chapitre 6) demeurent en vigueur jusqu'à ce qu'elles soient remplacées en vertu de la présente loi et elles ont, jusqu'à leur remplacement, le même effet que si elles avaient été dressées en vertu de la présente loi.

Sommes  
requisées.

[[**110.** Les sommes requises pour l'application de la présente loi sont prises à même le fonds consolidé du revenu.]]

Entrée en  
vigueur.

**111.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction à l'exception des articles 19, 20 et 21 qui entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1980.